



M. Le Directeur Académique, Mme La Secrétaire générale, Mmes et Ms les membres du CSA,

Que de revirements en quelques semaines ! Ce n'est plus une valse à 2 temps, à 3 temps, mais c'est une réelle cacophonie, une crise majeure que traverse notre pays.

Après de longues tractations force est de constater que le gouvernement a plié et envoyé un signal fort en cédant sur quelques mesures notamment l'abandon de la suppression de 4000 postes d'enseignants et la création de 2000 postes d'AESH.

Nous nous réjouissons également de l'abandon des jours de carence supplémentaires.

Sur le premier point nous ne sommes pas dupes, les 4000 postes ne seront jamais pourvus puisque notre profession que ce soit dans le premier comme le second degré traverse une crise majeure de recrutement.

Au regard de la dégradation de solutions pérennes pour les élèves hautement perturbateurs, nous ne sommes pas convaincus que 2000 AESH suffiront mais, nous saluons l'effort consenti. Là encore, faut-il trouver des volontaires compte-tenu de la situation précaire de ces collègues ?

Nous rappelons aujourd'hui notre attachement à une Ecole Publique et laïque qui puisse accomplir ses missions dans un climat qui serait propice au bien être des élèves et personnels.

Cela passe par l'ouverture de places en ITEP et IME. Rappelons les derniers chiffres : 55 places en attente pour l'IME dont 12 critiques ; 37 places en attente pour l'ITEP dont 9 critiques. L'UNSA a d'ailleurs été reçue en audience par M le préfet à ce sujet entre autres. En F3SCT avec le soutien de la FSU les représentants des personnels ont demandé à être entendus par l'ARS lors d'un prochain groupe de travail.

Les 30 postes en moins annoncés dans l'Académie pour le 1^{er} degré, les -6 en Charente sont toujours de trop même si nous sommes conscients de la baisse des effectifs depuis de nombreuses années.

Mais que dire de l'annonce des -85 postes pour l'Académie dans le second degré ?

Néanmoins, nous saluons ici M. Le Directeur Académique votre volonté de préserver notre territoire avec les moyens qui vous sont octroyés pour peut-être poursuivre le travail de restructuration.

En effet, nos collègues ne peuvent plus et ne veulent plus enseigner dans de toutes petites structures.

Pour autant une VIGILANCE doit être appliquée sur le maillage territorial afin de ne laisser ou ne créer aucune zone blanche.

Le SE-Unsa poursuivra son combat auprès des élus, des collègues pour tendre vers une amélioration concrète des conditions de travail.